



CDEN

LUNDI 6 SEPTEMBRE 2021

**Monsieur le Directeur Académique, Madame la Vice-Présidente du Conseil Départemental,
Mesdames et messieurs les membres de ce CDEN,**

Nous souhaitons tout d'abord une excellente rentrée scolaire à tous en espérant bien-être, plaisir et épanouissement aux élèves et personnels.

Si cette rentrée reste marquée par une situation sanitaire prégnante, et pesante, elle ne doit pas éclipser les missions premières de l'École.

La vaccination, largement effectuée chez les personnels de notre école mais aussi au sein de la jeunesse de notre département, nous permet d'aborder le contexte sanitaire de cette rentrée d'une manière plus maîtrisée.

Oui la vaccination protège et les personnels dont nous sommes les représentants agissent avec raison comme peut le y inviter leurs formations scientifiques, académiques et disciplinaires.

N'oublions pas que la raison, alliée à l'esprit critique, la libre conscience, permettent d'agir au sein d'une école à vocation émancipatrice.

L'école laïque offre également un cadre sécurisé, et qui autorise la raison à s'exprimer pleinement, loin des vérités dogmatiques.

C'est pourquoi l'UNSA-Education est dans l'incompréhension la plus totale face à la campagne laïcité ministérielle de rentrée.

« Permettre à Sacha et Neissa d'être dans le même bain », voici un des intitulés de ces affiches. S'il est difficile de comprendre en quoi la laïcité apporte sa pierre dans la compétence « savoir nager », nous décryptons parfaitement la stigmatisation qui est faite.

Ces huit affiches nous mettent mal à l'aise de par la stigmatisation ethnique, religieuse et communautaire qu'il en est donnée, et pire encore, vient poser au grand jour l'incompréhension ministérielle de la laïcité.

Au contraire, notre ministère voire notre Président de la République comprennent parfaitement comment affaiblir le dialogue et l'échange sur un autre dossier qu'est la direction d'école. Le dossier de la direction d'école mérite mieux qu'une algarade présidentielle à Marseille. Il y avait sans nul doute une réponse à apporter à l'incurie municipale qui pendant au moins 25 ans n'a aucunement entretenu ses écoles. Cette annonce où le directeur positionné comme chef d'établissement, choisissant ses collègues n'est pas une simple provocation à l'encontre d'un processus de dialogue social en cours. C'est une vieille chimère libérale, déjà utilisée dans diverses expérimentations et qui a prouvé son inefficacité. De plus, la Fonction Publique, parce qu'elle est au service du public, repose sur la neutralité et l'équité. Cette provocation présidentielle remet en cause l'esprit du service public à la française.

La réalité des directeurs, dans le Pas-de-Calais comme en France, est éloignée de ces considérations. Au quotidien, ce sont des collègues qui nous écrivent pour faire part d'un travail qui ne s'allège pas notamment dans les petites écoles où les jours de décharge sont insuffisants, et où les 12 jours à l'année ne couvrent pas une charge administrative structurelle.

Le nombre de directions restées vacantes, à l'issue du mouvement 2021 est édifiant : 8 directions à profil, 39 non profilées, 47 au total soit 8 de plus qu'en 2020.

De même, nous avons dénoncé une autre mesure prise au cœur de l'été et qui une nouvelle fois altère la qualité de vie au travail. Le Comité Technique Ministériel a présenté pour la seconde fois un texte qui oblige les collègues ayant fait le choix d'un temps partiel d'accepter des heures supplémentaires année, dite HSA. Cette mesure marque la limite de la politique de suppression de postes, et donc d'heures postes. Il n'y a plus assez de professeurs pour assurer les heures supplémentaires car il n'y a plus de professeurs. Ainsi, cette politique nous amène également à des situations de rentrée comme la nôtre où, Monsieur le Directeur Académique, nous commençons sans surnombres dans le 1^{er} degré, et où le simple volant nécessaire aux remplacements ordinaires n'existe plus.

Lors du Comité Technique de rentrée, vous avez proposé un certain nombre de mesures et notamment des abandons de fermeture. Si celles-ci sont prises au dernier moment, et si elles permettent de conserver des postes, elles ont toujours des conséquences humaines. L'annonce d'une fermeture plus tôt dans l'année touche les collègues, les parents, enfants, et la municipalité qui a parfois investi dans son école et pour cette classe.

Dès lors, il faut à la fois une stabilité des équipes et des structures, au mieux, et une adaptation, lorsqu'il le faut, qui soit anticipée.

En l'occurrence l'anticipation n'est plus depuis ces dernières années le point fort de notre ministère. Et cela n'est pas uniquement lié à une situation sanitaire qui oblige à une adaptabilité plus que d'habitude. En effet, une nouvelle fois la publication du protocole, pire encore celle de la Foire aux questions, la célèbre FAQ, à la dernière minute, voire après la rentrée, deviennent des marronniers comme on dit en termes journalistiques. De nouveau, nous pouvons nous interroger sur l'organisation de notre ministère de la rue de Grenelle aux départements, trop descendante, trop centralisée, trop coupée peut être aussi du reste de la fonction publique.

Il reste que ce fonctionnement n'est pas en capacité par exemple de mettre en place l'Espace Numérique de Travail dès la rentrée. Nous le regrettons fortement.

Monsieur le Directeur académique,

Si notre Ecole a fait face dans cette crise sanitaire depuis bientôt deux ans, c'est grâce à l'engagement de tous les personnels, administratifs, d'encadrement, et enseignants, notamment. Nous aurions envie de dire malgré tout, ou malgré lui, si vous pensez à notre ministre, ou malgré elle, si vous l'accordez à cette politique qui décrit sur BFM ou dans le JDD, une réalité bien différente de la nôtre. En fin d'année scolaire dernière, la maltraitance des personnels en Lycée est l'exemple même de cette politique erratique et méprisante. Aujourd'hui, c'est solennellement un ras le bol que nous exprimons au nom des collègues.

C'est pourquoi l'ensemble des syndicats de l'UNSA-Education Hauts de France appelle à un rassemblement régional, devant les rectorats d'Amiens et Lille le mercredi 29 septembre à 14H30 pour exiger reconnaissance et respect.

Merci de votre attention